

Unité départementale du Val-de-Marne
Service Risques et Installations Classées
12-14 rue des Archives
94000 Créteil
sric.ud94.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 11/03/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

publié sur 
ECOPUR
89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU
94380 Bonneuil-sur-Marne

Références : DRIEAT/UD94/PADVME/YBC/2026/N°129GR

Code AIOT : 0007402709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement ECOPUR implanté 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne.

Par courriel du 27/02/2026 de 20h41, la société ECOPUR a déclaré à l'inspection un incident survenu sur son site situé 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU à Bonneuil-sur-Marne ce même jour.

Un départ de fumée s'est déclenché au sein de l'armoire de compensation qui se situe dans le local TGBT à l'entrée du site.

L'inspection du 2/03/2026 était réactive et avait pour but de constater les actions mises en place par l'exploitant.

Description de l'incident

L'armoire de compensation composée de batteries de condensateur se trouve dans le process entre le transformateur haute tension d'ENEDIS et le TGBT principal du site afin d'ajuster les différences de tension. Vers 18 h, l'alarme incendie s'est déclenchée et lors de la levée de doute réalisée par un technicien du site, un départ de fumée a été constaté au niveau d'une grille de ventilation naturelle du local TGBT situé vers l'entrée du site. Le technicien a alors immédiatement appelé la BSPP qui est arrivée dix minutes plus tard. Les pompiers, avant d'intervenir dans le local, ont appuyé sur le bouton d'arrêt d'urgence situé à l'entrée de la porte principale du local afin de couper l'alimentation générale électrique

du site. Ils sont ensuite intervenus avec un des extincteurs à poudre situé dans le local sur l'armoire de compensation en feu. Le départ de feu a immédiatement été maîtrisé. Un agent d'ENEDIS est ensuite arrivé sur site, mais aucune opération n'a été réalisée dans l'attente de l'arrivée d'un responsable ECOPUR. Le responsable du site est arrivé 45 minutes plus tard et a confirmé sa volonté de couper l'arrivée en électricité du site. L'agent d'ENEDIS a donc coupé l'approvisionnement vers 20h.

Les premières conclusions établies avec les intervenants suggèrent un défaut dans l'armoire de compensation.

Le groupe électrogène de secours a été mis en route lundi 2/03/2026 pour permettre de maintenir une sécurité minimum sur site.

Le 2/03/2026 la société SATELEC a mis en sécurité les installations électriques du site et a produit une attestation de mise en sécurité électrique. ENEDIS est intervenu ce même jour vers 15h30 afin de remettre le courant EDF.

Par décision de l'exploitant, les installations de traitement de déchets ont été mises à l'arrêt jusqu'au mardi 3/03/2026.

Par courriel du 4/03/2026, l'exploitant a indiqué qu'il prévoit de prendre contact avec SCHNEIDER en fin de semaine pour le diagnostic et le remplacement de l'armoire sinistrée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR
- 89 ROUTE DU MOULIN BÂTEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007402709 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société ECOPUR (groupe SARP rattaché à VEOLIA) est spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets sableux et déchets gras d'assainissement. La société exploite un centre de traitement de déchets d'assainissement situé dans la zone industrielle du port de Bonneuil au 89, rue du Moulin Bateau. Les déchets sableux reçus sur le site sont des sédiments d'assainissement provenant principalement des boues de curage des réseaux, du balayage des voiries, etc.

Ces déchets sont traités par le procédé ECOSABLE. Le traitement comprend des opérations de criblage, d'hydro-cyclonage, d'hydro-flottation, de floculation, de décantation statique. Le sable ainsi obtenu peut être valorisé en technique routière (remblais, voirie...). La capacité de cette filière est de 50000 t/an.

Les déchets gras reçus sur le site proviennent des bacs à graisse des restaurants, des cantines ainsi que des stations d'épuration. Ces déchets sont traités par un procédé physico-chimique.

Les eaux usées issues de ces deux procédés sont traitées dans une station interne par un réacteur biologique de type boues activées puis par un clarificateur.

Les boues produites par la station d'épuration sont déshydratées. Les eaux épurées sont rejetées au réseau d'eaux usées du port, qui est relié à la station d'épuration (STEP) de Valenton.

Les eaux pluviales passent par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans la Marne.

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature: 2240-A [A], 2718-1 [A], 2790 [A], 2791-1 [A], 2716-1 [E], 2910-A-2 [DC].

Les installations sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/12/2008 ;
- l'arrêté ministériel du 6 avril 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux appareils de combustion, consommant du biogaz produit par des installations de méthanisation classées sous la rubrique n° 2781-1, inclus dans une installation de combustion classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910.
- l'arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Contexte de l'inspection : Accident

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;

- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'inspection a constaté que le local TGBT se situe à l'entrée du site et est éloigné des installations. Il est composé de murs bétonnés et de grilles de ventilation naturelle. Ce local est équipé de deux extincteurs à poudre et d'une détection incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 7.2.3.1	Demande d'action corrective	2 Mois
3	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 Mois
5	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 06/03/2026, article R512-69	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Interrupteur central	Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 7.2.3.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Lors de la visite l'inspection a constaté que:

- Le certificat Q18 réalisé suite à la dernière vérification périodique conclut que les installations présentent des risques d'incendie et d'explosion;
- aucune vérification et maintenance n'est réalisée sur l'armoire de compensation, ce qui nécessite une justification;
- le Plan de Défense contre l'Incendie (PDI) n'est pas finalisé, n'a pas été transmis à la BSPP et n'est pas disponible à l'entrée du site;

- lors de l'incident du 27/02/2026, l'exploitant n'a pas assuré pendant quelques jours, l'alimentation électrique permettant le fonctionnement des dispositifs de sécurité incendie;
- la déclaration d'incident n'a pas été réalisée par téléprocédure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 7.2.3.1

Thème(s) : Risques accidentels Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de la vérification des installations électriques datant des 6 et 7 janvier 2026. Ce rapport fait apparaître 22 observations.

Le certificat Q18 conclut que les installations présentent des risques d'incendie et d'explosion.

Il s'agit d'une non-conformité. L'exploitant doit lever les observations pouvant impacter les intérêts définis dans l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

De plus, l'armoire de compensation qui a pris feu dans le local TGBT n'a pas été vérifiée dans le cadre de cette vérification. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucune vérification et maintenance n'est réalisée sur cet équipement.

D'après une recherche sur la base ARIA, l'évènement N° 55833, ces armoires sont "*utilisées en milieu industriel pour réguler et réduire la consommation électrique engendrée par l'utilisation de machines électriques industrielles à l'aide de batteries de condensateurs, et sont à l'origine de nombreux départs de feu ces dernières années. Les principaux risques sont la dégradation dans le temps, voire l'explosion des condensateurs (problèmes de dimensionnement, d'harmoniques), ainsi que le collage des contacteurs (appels de courant ou problèmes de surchauffe liée à une mauvaise ventilation de l'armoire).*" L'inspection s'interroge d'autant plus sur l'absence de maintenance et vérification sur cet équipement.

L'exploitant doit justifier ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'article 7.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18/12/2008 et notamment lever les observations pouvant impacter les intérêts définis dans l'article L.511-1 du Code de l'environnement constatées dans le cadre de la dernière vérification des équipements électriques.

De plus, il devra justifier les modalités d'exploitation, de contrôle et de maintenance applicables à l'armoire de compensation impliquée dans l'incident du 27/02/2026.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 2 : Interrupteur central

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2008, article 7.2.3.1	
Thème(s) : Risques accidentels Interrupteur central	
Prescription contrôlée : A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.	
Constats : A l'entrée du local TGBT, côté extérieur, se trouve l'interrupteur central permettant de couper l'alimentation électrique du site. Il a été actionné par la BSPP avant l'intervention dans le local le jour de l'incident du 27/02/2026.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
 - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
 - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de défense contre l'incendie (PDI) non validé en interne. Il n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours, et n'est pas mis à disposition à l'entrée du site. Il s'agit d'une non-conformité.

Par sondage, l'inspection a vérifié qu'il dispose :

- des schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);
- du plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité.

Ces éléments sont bien présents. Le schéma d'alerte du PDI est bien celui qui a été mis en œuvre le jour de l'incident du 27/02/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 et notamment finaliser son PDI, le transmettre à la BSPP et le mettre à disposition à l'entrée du site.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Risques accidentels Utilités

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection que lors de l'incident du 27/02/2026, la BSPP a actionné l'arrêt d'urgence avant d'intervenir dans le local TGBT. L'exploitant indique que cette action a entraîné la coupure de l'alimentation électrique de l'ensemble du site, y compris le groupe électrogène qui devait prendre le relai pour l'alimentation des équipements de sécurité incendie. L'exploitant déclare avoir mis en service le groupe électrogène le lundi 2 mars au matin, afin d'assurer l'air comprimé des bassins biologiques et un niveau minimal de sécurité.

Il s'agit d'une non-conformité. L'exploitant doit assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 et notamment assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/03/2026, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels Déclaration d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Par courriel du 27/02/2026, l'exploitant a informé l'inspection de l'incident qui est survenu le même jour. Il était indiqué dans le mail que la directrice opérationnelle ECOPUR réalisera la télédéclaration d'incident dès son retour de congés.

Pour mémoire, la télédéclaration est obligatoire depuis le 1er janvier 2026.

De plus, l'inspection demande qu'un rapport d'incident lui soit transmis par téléprocédure également.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser la télédéclaration d'incident, conformément à l'article R512-69 du code de l'environnement.

De plus, l'inspection demande qu'un rapport d'incident lui soit transmis par téléprocédure également.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois